

## **Rapport du groupe parlementaire au Grand Conseil**

*Mars 2021 – Février 2022*

Après une année 2020 très largement dominée par les enjeux en lien avec la crise du COVID et ses lourdes conséquences aux plans économique et social, 2021 a vu la reprise, lente et progressive, d'une activité parlementaire plus « ordinaire ».

De nombreuses aides ont encore été votées au cours du premier semestre de l'année écoulée, en particulier à destination des acteurs et actrices des secteurs économiques les plus fortement touchés par la crise. Conscient-es de la gravité de la situation dans ces secteurs, les Socialistes ont soutenu chacun des projets de loi déposés en ce sens par le Conseil d'Etat, non sans tenter d'accompagner ces aides d'un certain nombre de garanties, qu'elles soient sociales ou environnementales. Le groupe a également identifié et proposé de combler certaines lacunes dans le système d'aides, telle que l'impossibilité pour les nouveaux commerces de prétendre aux indemnités COVID – une situation corrigée depuis, sous l'impulsion directe du projet de loi socialiste.

Mais au-delà des diverses mesures de soutien votées ponctuellement, le groupe socialiste au Grand Conseil s'est attaché à remettre sur le devant de la scène les revendications et priorités politiques du PS.

### ***Un retour aux fondamentaux socialistes***

Il s'est agi d'abord de **défendre les intérêts des groupes économiquement vulnérables**, face à la précarisation de leurs conditions de vie. A cet égard, plusieurs objets se sont succédés, à destination de populations distinctes (chômeurs-euses, étudiant-es, stagiaires, retraité-es, bénéficiaires de l'AI). Pour commencer, une motion a été déposée en mars 2021 dans le but d'infléchir les pratiques et la politique rigoriste de l'Office cantonal de l'emploi (OCE), enfermé dans une logique punitive plutôt que de soutien vis-à-vis des bénéficiaires de l'assurance chômage. Le groupe a ensuite déposé, quelques mois plus tard, une motion sollicitant une revalorisation du statut et des conditions d'apprentissage et de travail des enseignant-es-stagiaires de l'IUFE (Institut universitaire de formation des enseignants). Au début de l'été 2021, une nouvelle motion a été déposée, qui demandait à ce que soit maintenue et étendue aux étudiant-es HES l'offre de repas à 3 francs que l'Université de Genève (UNIGE) avait mise en place au cœur de la crise du COVID. Enfin, en novembre 2021, le groupe a déposé un projet de loi exigeant le maintien du versement des rente AVS/AI le 1<sup>er</sup> jour ouvrable de chaque mois, pour tenter de contrer la nouvelle pratique annoncée – et unilatéralement décidée – par l'OCAS (Office cantonal des assurances sociales).

Parallèlement, le groupe s'est également investi dans la **lutte contre les inégalités** de salaires et en faveur d'une meilleure gestion des deniers publics, à travers le dépôt d'un projet de loi visant à plafonner les rémunérations complémentaires des

dirigeantes et dirigeants des grandes régies publiques. Dans un même souci de garantir une **administration exemplaire et au service de la population**, une motion a été déposée pour inviter les services de l'Etat à recourir au langage « FALC » (Facile à lire et à comprendre) dans leur communication externe.

Dans le cadre du « retour aux fondamentaux » qui a caractérisé l'activité du groupe au cours de la seconde moitié de l'année 2021, ce dernier s'est également positionné fortement sur les enjeux liés à la **formation**. Plus particulièrement, la défense et l'amélioration des conditions d'apprentissages et d'enseignement à l'école primaire ont fait l'objet du dépôt d'un projet de loi qui prévoit une forte réduction du nombre d'élèves par classe ainsi qu'une amélioration du taux d'encadrement.

Sur le plan de la **santé**, autre thème central pour le PS, une motion a été déposée afin d'organiser la surveillance des prestations facturées à l'assurance complémentaire. L'objectif est par là de lutter contre les pratiques frauduleuses de « surfacturation » et ainsi de limiter la hausse des coûts de la santé, laquelle hausse est invariablement répercutée sur les assuré-es dont les primes grimpent vertigineusement.

Finalement, le groupe s'est également attaché à défendre **l'environnement et la qualité de vie** dans notre canton. D'une part, un projet de loi a été déposé pour concrétiser l'exigence constitutionnelle d'un accès libre aux rives du lac et des cours d'eau du canton, cet accès n'étant toujours pas assuré, faute d'une volonté politique forte en ce sens. D'autre part, les député-es socialistes ont eu à cœur de promouvoir des pratiques durables, en phase avec l'urgence climatique, et ce à travers trois motions : la première pour une piétonisation sans délai du secteur de Rive (suite à l'échec en votation populaire du projet de parking « Clé-de-Rive »), la seconde pour encourager la sobriété numérique et diminuer l'empreinte carbone et environnementale du numérique à Genève, et la troisième pour lutter contre l'hyperconsommation et faire de Genève une « zone hors Black Friday ».

Citons encore deux projets de loi déposés par le groupe pour permettre au Grand Conseil de gagner en efficacité dans ses travaux : l'un proposant de fusionner deux paires de commissions thématiquement proches, l'autre visant à limiter le nombre de demandes de renvoi en commission ou d'ajournement en plénière.

### ***Des défaites mais aussi plusieurs succès***

Comme les années précédentes, le groupe s'est régulièrement heurté à la majorité de droite du Grand Conseil, hostile à tout renforcement des prestations publiques et de la redistribution des richesses.

Celle-ci s'est tristement distinguée par son attitude ouvertement « anti-pauvres » dans le cadre du vote de la honteuse « **Loi sur la mendicité** », ainsi que plus récemment sur celle autorisant le durcissement des conditions d'accès aux logements sociaux.

Quant à la mise en conformité avec le droit fédéral de **l'évaluation fiscale des immeubles** (qui est en l'état extrêmement favorable aux propriétaires), après avoir joué la montre et fait traîner cette réforme pendant des années, les partis de droite sont aujourd'hui sur le point d'en faire passer une version hautement édulcorée, et accompagnée de nouveaux avantages fiscaux pour les plus fortunés!

Mais la défaite la plus douloureuse reste sans conteste celle du **budget 2022**, premier budget de la majorité de gauche au Conseil d'Etat, dont l'entrée en matière a été refusée par la droite en décembre dernier. Si des crédits supplémentaires ont finalement pu être votés il y a quelques jours à peine en commission, ceux-ci ne seront certainement pas suffisants pour répondre aux besoins croissants de la population.

Du côté des regrets, signalons encore le vote perdu concernant l'extension des **droits politiques des personnes étrangères** résidant depuis plusieurs années dans notre canton. Un échec au goût d'autant plus amer qu'il n'aura manqué qu'une voix au projet de l'Alternative pour être accepté...

Cela étant, malgré une majorité non acquise aux projets de gauche, plusieurs succès socialistes sont à célébrer. Outre l'adoption de deux motions citées précédemment – concernant d'une part la politique de sanctions menée par l'OCE et d'autre part l'offre de repas à l'UNIGE (le vote de cette dernière ayant permis d'aboutir à une offre pérenne de repas sains et accessibles dans les cafétérias universitaires) – deux autres projets de loi importants ont récemment passé la rampe.

Il s'agit pour le premier d'une **amélioration de la protection de la jeunesse contre le tabagisme** via une extension de l'interdiction de fumer à un certain nombre de lieux extérieurs fréquentés par des jeunes et des enfants et, pour le second, du maintien de la gratuité et du caractère obligatoire des sorties et **camps scolaires**.

On peut encore se réjouir de plusieurs autres votes d'importance pour les Socialistes au cours de cette année 2021 et jusqu'à tout récemment, en particulier : l'adoption de la **réforme CO22** (attaquée entre temps par référendum mais que nous défendrons avec conviction devant la population), l'adoption de la loi sur les **réseaux thermiques structurants** (validée en votation populaire par près de 80% des votant-es), le vote de plusieurs crédits pour la réalisation d'**infrastructures indispensables** compte tenu du développement de notre canton (nouveau Cycle du renard, patinoire du Trèfle blanc), ou encore l'augmentation des **subventions à des associations** actives dans le domaine social (Caritas, CSP, AVVEC) pour financer le développement de prestations essentielles.

De très nombreux autres projets sont encore en cours de traitement et le groupe ne ménage pas ses efforts, dans le cadre des travaux de commission, pour rallier des majorités autour de sa position. Au-delà des nouveaux objets déposés, ce sont ainsi **109 rapports de commission** au total qui ont été portés par des député-es socialistes

depuis mars l'année dernière, 71 de majorité et 38 de minorité. **51 questions écrites** ont également été adressées au Conseil d'Etat.

Aussi le groupe socialiste au Grand Conseil n'a pas ménagé ses efforts et a poursuivi, cette année encore, avec plusieurs succès notables à la clé, sa mission de faire évoluer la loi pour une meilleure protection des plus faibles et en faveur du progrès social, avec toujours en ligne de mire une société plus juste, plus égalitaire et plus solidaire.